



Face aux multiples attaques et menaces qui s'abattent sur l'UNEF, La CGT Finances Publiques s'insurge contre les attaques d'une rare violence qui vise une organisation syndicale mobilisée pour la jeunesse et les étudiant-es en grande difficulté dans cette période de crise sanitaire.

Nous dénonçons la montée de la criminalisation de l'action syndicale et les mesures et projets de lois liberticides imposées par ce gouvernement.

Cette politique qui vise à stigmatiser et à réprimer les organisations représente des atteintes graves aux libertés publiques.

La CGT Finances Publiques ne se laissera pas intimider et continuera sans relâche à s'organiser pour défendre toutes celles et tous ceux qui subissent les inégalités

en pièce jointe communiqué des URIF

fichiers:



[Télécharger communiqué commun des urif - unef_9_avril_2021_1_.pdf](#) (745.31 Ko)

Public: [Libertés syndicales](#)

- [A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank